

---

# L'ITIE en Afrique: expérience de la société civile

---

Matteo Pellegrini – PCQVP Afrique  
Atelier EITI – Libreville – Juin 2007

**PUBLISH WHAT YOU PAY**

---

# Plan de l'exposé

1. Perspective historique
  2. Rôle et activités de la société civile
  3. Evaluation de l'ITIE en Afrique
  4. Perspectives futures
-

# 1) Une perspective historique

---

---

# Perspective Historique: la société civile comme force critique dans les industries extractives



global witness



**GREENPEACE**



**OPEN SOCIETY INSTITUTE**  
& Soros Foundations Network

- Initialement, attention aux questions environnementales, droits de l'Homme et des communautés, droit du travail, responsabilité sociale des entreprises
- A présent aussi, questions de bonne gouvernance, de corruption et de transparence des revenus

*En Afrique, la question du delta du Niger et de l'oléoduc Tchad-Cameroun a été le déclencheur de l'action de la société civile internationale et nationale*

# Perspective Historique: la campagne Publiez Ce Que Vous Payez

- Décembre 1999: *Un Reveil Brut*, rapport de Global Witness exposant la complicité apparente des industries bancaires et pétrolières dans le pillage des biens nationaux pendant les 40 ans de guerre civile en Angola.
- Juin 2002: lancement de la campagne mondiale par l'Open Society Institute avec les autres membres fondateurs: CAFOD, Global Witness, Oxfam GB, Save the Children UK et Transparency International UK. D'autres membres rejoignent: Catholic Relief Services, Human Rights Watch, CARE International, Amnesty International et le Secours Catholique / Caritas France.
- En réponse à la campagne PCQVP, Tony Blair et le gouvernement britannique ont lancé l'ITIE au Sommet Mondial sur le Développement Durable en 2002.
- Aujourd'hui, la campagne est mouvement global avec plus de 300 organisations qui ont signé l'appel de PCQVP. En Afrique, 12 coalitions de la société civile: Mauritanie, Guinée Conakry, Sierra Leone, Libéria, Nigeria, Ghana, Côte d'Ivoire, Niger, Tchad, Cameroun, Congo Brazzaville, RDC. Société civile mobilisée également en Guinée Equatoriale, Sao Tomé, Angola, Madagascar, Zambie, Mozambique, Guinée Bissau, Botswana et Afrique du Sud.
- 29 juin 2007: PCQVP Gabon sera lancée par les ONG Gabonaises

## 2) Le rôle et les activités de la société civile africaine dans le processus ITIE

# L'importance de l'ITIE pour la société civile

- Source d'information et cadre d'échange et de discussion avec les autres parties prenantes pour améliorer la gestion des revenus des pays riches en ressources
- Critère EITI No 5 de l'initiative:
  - "La société civile est un participant actif dans la conception, la surveillance et l'évaluation de ce processus, et contribue au débat public.
- Processus de validation:
  - La validation des pays conformes ou candidats contient des critères spécifiques pour mesurer et évaluer la participation de la société civile

## Rôle de la SC: accompagner le gouvernement dans la mise en place

- Demander la mise en œuvre de l'EITI en accompagnant le gouvernement dans les phases de préparation
  - Sierra Leone: Atelier et Rapport d'étude de mise en œuvre de l'ITIE en Sierra Leone
  - Liberia: « briefings » de stratégie au gouvernement pour une mise en œuvre complète et participative de l'initiative

# Rôle de la SC: veiller à la mise en place du comité

- La sélection d'un groupe d'intérêt doit être transparente et inclusive. La SC nationale doit choisir ses représentants. Elle doit être indépendante du secteur public et privé. Elle doit être libre d'exprimer ses opinions et de participer à la définition et la mise en œuvre du processus. Elle doit avoir le temps nécessaire pour s'organiser.
- Indicateurs:
  - Consultation publique requise pour démarrer l'EITI (site web, consultation annoncée par publication sur journaux nationaux dans les langues nationales) – auto-sélection de la SC
  - Critères de sélection établis par le livre source, mais flous donnant résultats différents:
    - Nigeria/RDC/Guinée: rapports des forces équilibrés, bonne représentation de la société civile.
    - Mais, Ghana: 17 membres, un seul de la SC. Mauritanie: partis politiques initialement inclus comme Société civile. Gabon: initialement pas d'ONG indépendantes
- La validation permettra le respect et l'application rigoureuse des dispositions du livre source

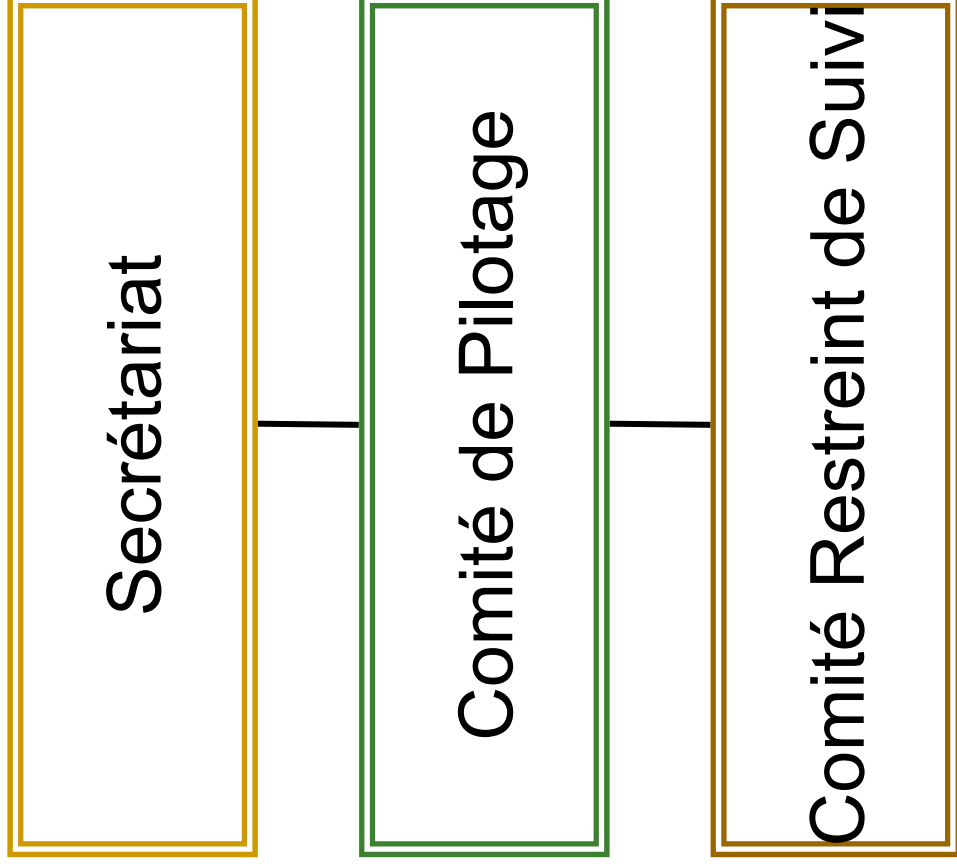
# Rôle de la SC: demander ou animer des programmes de formation

- Seulement une société civile informée peut remplir pleinement son rôle dans l'ITIE
  - Les programmes de formation pour permettre à la société civile de s'approprier des questions plus techniques liées à la mise en œuvre de l'ITIE sont un impératif
    - Cameroun: participation à la formulation du programme de formation du comité ITIE
    - RDC: SC leader de la formation au sein de l'ITIE (besoin de ressources)
    - Ghana: programmes de formation sur l'ITIE par les ONG pour les ONG

# Le Rôle de la SC: choisir un montage institutionnel adéquat

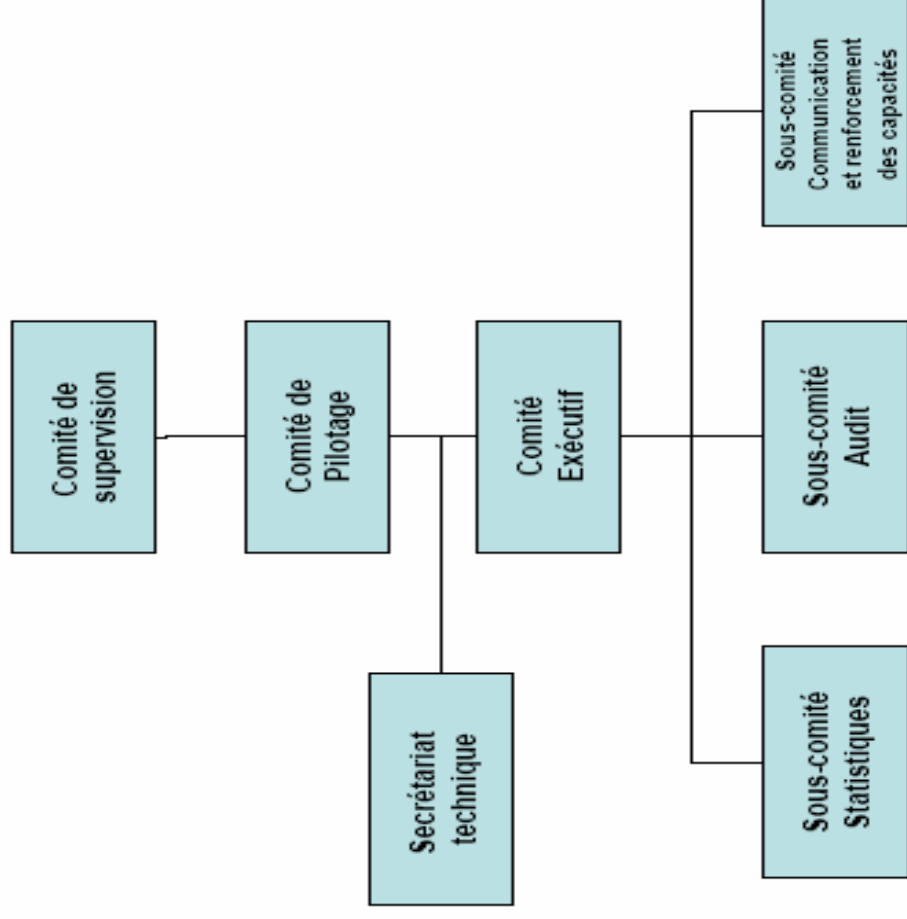
## Montage institutionnel simple

- Ex: Mauritanie
  - Secrétariat
  - Comité de Pilotage
  - Comité restreint de Suivi
- Ex: Gabon, Cameroun
  - Groupe de travail
  - Groupe d'intérêt



# Le Rôle de la SC: choisir un montage institutionnel adéquat

## ORGANIGRAMME



## Montage Institutionnel Complexe:

- Guinée, RDC, Ghana
  - 1. Comité de Supervision
  - 2. Comité de Pilotage
  - 3. Comité exécutif
  - 4. Le secrétariat technique.
  - Sous Comités
    - a. Le sous-comité Statistiques :
    - b. Le sous-comité Audit
    - c. Le sous-comité Communication et Renforcement des capacités

# Le Rôle de la SC: choisir un montage institutionnel adéquat

- Quelques considérations
  - Simple:
    - Concentration des activités dans le secrétariat/groupe d'intérêt
    - Le secrétariat technique/gouvernement gère l'ITIE
  - Complexe
    - Décentralisation des activités (voir sous-comités)
    - Les parties prenantes s'approprient de la gestion de l'initiative et de sa mise en œuvre

# Le Rôle de la SC: veiller aux respect des dispositions du livre source

- Critère N°1: « Tous les paiements matériels, versés par les entreprises aux gouvernements, au titre de l'exploitation pétrolière, gazière et minière et toutes les recettes matérielles, reçues par les gouvernements de la part des entreprises pétrolières, gazières et minières»
- Critère N°4: « Cette démarche s'étend à l'ensemble des entreprises, y compris les entreprises d'Etat »
- Or:
  - Gabon: SC dénonce la non-inclusion du « Profit Oil » du gouvernement (1/3 des revenus)
  - Absence systématique des revenus «downstream» dans la plupart des pays

# Le Rôle de la SC: veiller aux respect des dispositions du livre source

- Critère N°1: « ressources gazières, minières **et** pétrolières »
  - Mauritanie: pétrole, gaz et ressources minières couvertes
  - Or: Cameroun/Gabon: au début seulement le pétrole; Ghana: seulement l'or; Nigeria: pétrole et gaz
- Réactions de la SC
  - Au Gabon et au Cameroun la SC a pointé le doit sur les insuffisances de portée de l'EITI et contribué à l'élargissement de la portée de l'ITIE
  - Au Ghana, également demande d'extension après la première phase pilote qui couvrait seulement l'or

# Le Rôle de la SC: veiller aux respect des dispositions du livre source

- Critère N°2: « Lorsque de tels audits n'existent pas déjà, les paiements et les revenus doivent faire l'objet d'un audit crédible et indépendant, qui utilisera des normes d'audit internationales.
- Réactions de la SC
  - Guinée Conakry: demande d'audit pour les données du rapport
  - Mauritanie/Gabon: dénonciation des compagnies qui n'ont pas fournit des déclarations certifiées comme demandé par le comité ITIE
  - Nigeria: demande de 3 audits

# Le Rôle de la SC: aller au-delà de l'ITIE

- Agrégation ou désagrégation des données: l'ITIE ne prescrit aucune approche en particulier, mais la société civile associée à la campagne PCQVP estime que seule une publication désagrégée contribuera à améliorer la gestion des revenus et permettra de demander des comptes aux compagnies et aux gouvernements
  - Désagrégée par compagnie et type de paiement: Nigeria.
  - Agrégée par compagnie, désagrégée par type de paiement: la plupart des pays

# Le Rôle de la SC: aller au-delà de l'ITIE

- Analyse comparative des données: la société civile peut comparer les chiffres des rapports ITIE avec les chiffres d'autres sources d'information pour en tirer des analyses plus exhaustives
  - Gabon: Article 4 et rapport ITIE
  - Cameroun: Bulletin SNH et rapport ITIE
  - Ghana: analyse croisée du plan d'action et du rapport ITIE
  - D'autres sources: loi de règlement budgétaire,
  - Rapports financiers des compagnies (Total Gabon) – nécessité d'avoir des rapports désagrégés

# Le Rôle de la SC: aller au-delà de l'ITIE

- **Elargir l'étendue de l'ITIE**
  - Ghana:
    - gabarits de reporting sous-nationaux
  - Nigeria:
    - Mobilisation de la Société civile nigériane pour approuver une loi NEITI établissant des certificats des transparence aux industries conformes aux standards de l'EITI, et de sanctions (révocation des licences, amendes, prohibition de participer aux appels d'offre à venir pour les entreprises en violation) pour les entreprises non conformes
  - législation de responsabilité financière (whistle blower), loi d'accès à l'information, législation d'octroi des licences d'exploitation.
- RDC:
  - EITI comme cadre de discussion sur la transparence des contrats

# Le Rôle de la SC: Vulgariser l'ITIE

- Une stratégie de communication doit être mise en place lors de la mise en œuvre pour faciliter la dissémination et le débat public, sans lesquels l'ITIE n'a raison d'être.
  - Cameroun, Gabon: stratégie de communication à renforcer
  - Stratégie d'information exhaustive: Nigeria, Ghana
- La SC peut aussi suppléer aux manques des comités ITIE:
  - Cameroun/Ghana: programme de sensibilisation des populations
  - Guinée: site web « l'Aurore » comme voix critique de la Société civile guinéenne (<http://laurore.press-guinee.com>)

### 3) Evaluation de l'ITIE en Afrique

---

# Evaluation de l'ITIE en Afrique: ce qui ne marche pas (encore)

- **Faiblesses de l'ITIE en Afrique:**
  - ❑ Manque d'engagement des parties prenantes dans l'élaboration de l'initiative (TDR, Plan D'action, stratégies de communication), la participation de la SC parfois limitée à la révision et l'approbation des décisions déjà prises
  - ❑ Episodes d'intimidation et du harcèlement des militants de la SC
  - ❑ Déséquilibres de représentation au sein du comité ITIE et définitions variables de société civile – le gouvernement choisit trop souvent
  - ❑ Programme de formation souvent considéré comme composante marginale de l'ITIE
  - ❑ Caractère volontaire de l'initiative et marge de manoeuvre des gouvernements

# Evaluation de l'ITIE en Afrique: ce qui marche

- Conciliateur/cabinets d'audit choisis ont les compétences et la réputation nécessaire et fournissent des rapports conformes aux TdR
- Davantage de pays mettent en oeuvre l'ITIE (Mali, Madagascar, Botswana...)
- ITIE: tremplin pour aller plus loin
- La validation réduira le marge de discrétion
- Un mécanisme tripartite unique qui est à encourager
- ITIE en tant que processus: les carences peuvent toujours être adressées; apprentissage continu pour toutes les parties prenantes

## 4) Perspectives futures

---

---

# Perspectives

- Lier l'ITIE à d'autres mécanismes tels que le programmes de prêts non-humanitaires bilatéraux et multilatéraux (au secteur public et au secteur privé), ainsi que les normes de comptabilités internationales; la réglementation boursière.
- Lier la chaîne de génération des revenus (partialement capturée par l'ITIE) à la chaîne d'utilisation à voire à l'exercice budgétaire (en se basant sur une version améliorée du modèle tchadien de comité de surveillance) – « Publiez Comme Vous Dépensez »
- Protection des militants de la société civile: les gouvernements participants et les autres parties prenantes devraient formellement s'engager à la protection des militants de la SC, le conseil doit investiguer et suivre les cas d'intimidation

# Perspectives

- Aller au delà de l'ITIE et considérer la question de la transparence des contrats. Sans la publication des dispositions fiscales contenues dans les contrats, il est impossible d'estimer si les compagnies payent des montants adéquats (Guide du FMI sur la TRR).
- Institutionnaliser la désagrégation des paiements par type de revenus et par compagnie. Seule une publication désagrégée fournit les renseignements nécessaires pour une comparaison des paiements et des revenus et permet de demander des comptes aux compagnies individuelles.

**PUBLISH WHAT YOU PAY**

**Merci!**

**[www.publiezcequevouspayez.org](http://www.publiezcequevouspayez.org)**

**Aussi: « Eye On EITI » (regard sur  
l'ITIE) perspectives de la société  
civile sur l'ITIE**